

ne paient aucun tarif postal. Les agriculteurs seront à la merci du ministre de l'Agriculture et du gouvernement. Ils seront privés des vastes perspectives présentées par les informations que leur fournissaient ces remarquables journaux agricoles.

Je n'exagère pas, car c'est exactement ce qui est arrivé. C'est un nouvel aspect de la discrimination exercée à l'encontre de l'Ouest et des régions les plus éloignées du Canada. Je le répète, j'espère que le ministre de l'Agriculture s'associera aux protestations qui montent de toutes les régions du Canada.

L'hon. M. Olson: Le député comprend, je l'espère, qu'il présente la question, comme d'habitude, sous un jour entièrement faux.

L'hon. M. Dinsdale: Je n'ai pas entendu ce qu'a dit le ministre. Il a marmonné quelque chose.

L'hon. M. Olson: Le député voudrait-il que je répète?

L'hon. M. Dinsdale: Il ne parlait pas ainsi lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Il est étonnant de constater à quel point on peut changer d'opinion en changeant de place à la Chambre.

Si les députés pensent que j'exagère, je leur demanderai de lire le numéro actuel du magazine *Legion*. D'après son éditorial, cette revue est menacée de faillite, car les frais d'envoi ont augmenté de \$19,000 par mois, soit davantage que son coût réel d'impression.

Le gouvernement ne va certainement pas exercer de discrimination contre les anciens combattants de notre pays. Afin de surmonter la crise, le magazine *Legion* a réduit son poids de moitié afin d'entrer dans une autre catégorie de poids et d'éviter le taux préjudiciable de 2c. par exemplaire imposé arbitrairement par le ministre qui n'a pas voulu écouter les conseils des représentants de diverses régions du pays ni laisser le comité parlementaire se saisir du projet de loi.

Plus marquée et plus pénible encore—car elle s'exerce contre un groupe qui peut difficilement la supporter—est la discrimination exercée par l'augmentation des tarifs contre la presse ethnique. Là encore, si le ministre avait écouté les instances qu'on lui adressait, il aurait découvert la chose avant que le tort soit causé, mais la presse ethnique dessert une catégorie numériquement assez peu importante. Chacun des principaux groupes ethniques formant la mosaïque canadienne—et là

[L'hon. M. Dinsdale.]

encore, l'Ouest du Canada est particulièrement touché à cet égard—publie un journal dans sa propre langue pour renseigner ses lecteurs sur les moyens d'aider les nouveaux arrivants à s'adapter au mode de vie canadien et pour leur fournir une certaine inspiration culturelle et linguistique. Un mémoire qu'on m'a envoyé contient un appel désespéré des lecteurs de la presse ethnique au ministre pour lui demander de reconsidérer cette mesure discriminatoire et de permettre à ce moyen de communication très important de continuer de paraître.

• (8.40 p.m.)

Voilà un service qui pourrait vraisemblablement coûter au gouvernement du Canada des sommes considérables, mais les différents groupes ethniques, en s'en acquittant eux-mêmes bénévolement, lui évitent ce fardeau. Beaucoup de ces journaux sont distribués gratuitement, et si j'en avais le temps, je lierais de longs passages du mémoire présenté au ministre. On y signale que le coût de distribution de certains de ces journaux a augmenté de 2,000 p. 100. Dans le cas d'un journal en particulier, la distribution ne coûterait que 5c. l'exemplaire; elle coûte maintenant \$1.04. Beaucoup des collaborateurs rédigent des articles pour ces journaux sans toucher de cachet. Ce sont des professionnels bénévoles qui croient faire œuvre vraiment utile dans leur secteur de la société canadienne. La politique gouvernementale est discriminatoire, cela va de soi. Le gouvernement, qui veut hâter l'avènement de la société juste, se rend coupable de discrimination linguistique et culturelle, alors qu'il met l'accent sur les droits linguistiques de notre groupe canadien-français et dépense de fortes sommes pour assurer la sauvegarde des droits et privilèges de ce groupe minoritaire.

Au nom du bon sens, je demande pourquoi on exerce une discrimination contre des groupes ethniques en leur enlevant une petite subvention de presque rien. Si leurs journaux devaient disparaître à cause d'une politique gouvernementale, ces citoyens perdraient beaucoup plus que les sommes que le gouvernement pourrait épargner. Soyons justes et raisonnables. Viser aux étoiles et aux satellites est bien, mais occupons-nous des réalités concrètes des politiques et des problèmes quotidiens. Dans nos entreprises interplanétaires, ne créons pas un état d'injustice et d'inégalité pour certains de nos gens.

J'ai démontré que la politique du gouvernement est axée sur les villes. Je dis cela, mon-